

HOLLANDE, VALLS...

SOUS LES MENSONGES, LA DETTE

La Cour des comptes vient de publier son rapport annuel sur l'état des finances publiques du pays. Dans son langage diplomatique habituel, la Cour constate un « décalage entre les engagements pris, les objectifs affichés, les moyens qui leur sont consacrés et les résultats obtenus ». En clair ? Les mensonges de campagne de François Hollande se sont transformés en dette supplémentaire et en impôts pour tous.

Le déficit repart à la hausse

Suite aux réformes structurelles courageuses de Nicolas Sarkozy, le déficit public baissait continuellement depuis 2009 (de 7,2% du PIB en 2009 à 5,1% en 2011). La Cour des comptes présentant même la réforme de la carte judiciaire comme un exemple à suivre.

S'éloignant de cette trajectoire vertueuse, François Hollande a stoppé net les efforts engagés et ouvert les vannes de la dépense publique en la finançant par une overdose d'impôts supplémentaires.

Résultat : la croissance est à l'arrêt et le déficit public est reparti à la hausse en 2014.

CHIFFRES CLÉS

200 milliards d'euros

C'est la dette supplémentaire accumulée depuis l'élection de François Hollande.

La France, plus mauvais élève européen

La France est, avec la Croatie, le seul pays de l'Union européenne dont le déficit public était supérieur à 3 % du PIB en 2013 et en augmentation en 2014.

Cet échec affaiblit considérablement notre parole sur la scène européenne.

Des engagements mensongers

Chiffre à l'appui, la Cour des comptes démontre l'écart entre les engagements pris par le gouvernement et les résultats obtenus. Par exemple, **le déficit 2014 est deux fois supérieur à celui prévu dans la loi de programmation du gouvernement socialiste de 2012 (4,4 % contre 2,2 %).**

Or ce dérapage était prévu par tous les experts. On peut donc affirmer que le gouvernement a sciemment trompé les Français. Mais la réalité finit toujours par balayer les engagements mensongers.

2015 : aucun effort sérieux n'est prévu

Pour 2015, la Cour des comptes juge « *limité* » l'objectif de réduction du déficit. Pire, sa réalisation est jugée « *incertaine* » : **les recettes seraient surévaluées et les dépenses sous-évaluées**. Bref, un tour de passe-passe.

Comme toujours avec François Hollande, beaucoup de belles paroles et très peu d'actes attendus. Ainsi, les promesses d'économies sont jugées « *insuffisamment étayées* ». En clair : **le gouvernement promet de réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique mais ne dit pas comment**. La faible inflation rendant encore plus improbable la réalisation de cet objectif

De plus, la Cour des comptes souligne que **la réduction annoncée des dépenses n'est qu'un trompe-l'œil** : il ne s'agit pas d'une baisse mais d'une moindre hausse par rapport à ce qui était prévu !

La réduction du déficit à 3 % du PIB en 2017 semble improbable et la dette pourrait atteindre 100 % du PIB.

**Jamais notre pays n'a été si dépendant des marchés pour se financer.
Jamais les générations futures n'auront été autant sacrifiées.**

Il est urgent que le président de la République et le gouvernement inscrivent à l'agenda 2015 toutes les réformes susceptibles de relancer l'activité et la croissance de notre pays. Seule la croissance permettra de faire durablement baisser la dette et le chômage.